



# Le rapport Day

Bulletin du sénateur Joseph A. Day

Été 2006—volume 5, numéro 8



Bonjour et bienvenue à la plus récente édition du rapport Day! Le Sénat a maintenant ajourné pour le congé d'été, et je passe plus de temps chez moi, au Nouveau-Brunswick, à visiter mes amis et ma famille.

Depuis mon dernier rapport, beaucoup de choses ont changé à Ottawa. En tant que membre de l'opposition officielle, j'ai dû travailler pour la première fois à partir de l'autre côté du parquet du Sénat. Cet ajustement a été à la fois intéressant et très exigeant.

Malgré le changement de gouvernement, je continue à siéger au Comité de la sécurité nationale et de la défense, au Sous-comité des anciens-combattants, au Comité spécial sur la Loi antiterroriste et au Comité des affaires juridiques et constitutionnelles. En outre, j'ai eu l'honneur d'être appelé à présider le Comité des finances nationales. Comme ce comité traite du budget et de l'apport de fonds disponibles pour le gouvernement, nous sommes très actifs depuis le début de la 39<sup>e</sup> législature, au début d'avril.

Récemment, on m'a demandé de me faire le porte-parole de l'opposition pour le projet de loi C-2, Loi fédérale sur l'imputabilité. Il s'agit d'une énorme responsabilité, à laquelle je consacrerai beaucoup de temps au cours des prochains mois.

J'ai aussi pu accompagner dans leurs déplacements divers groupes de sénateurs, dont les membres de l'Association législative Canada-Chine, de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie et du Forum des parlementaires de l'Asie du Pacifique, ce qui m'a permis de mieux comprendre les autres formes de gouvernement et de reconnaître que notre forme de gouvernement à nous, au Canada, est spéciale, et que le Sénat joue un rôle important dans l'équilibre du pouvoir entre le premier ministre et le Cabinet.

J'espère que ce bulletin vous permettra d'apprendre et vous sera profitable, en vous aidant à mieux comprendre certains des événements importants survenus à Ottawa, au Nouveau-Brunswick et au Canada. Vos commentaires et suggestions sont toujours les bienvenus.

Pour recevoir ce bulletin en français ou les prochains numéros sous forme électronique ou faire supprimer votre nom de ma liste de distribution, veuillez communiquer avec moi!

## Pour communiquer avec le sénateur Day

Sénateur Joseph A. Day

Pièce 801

Édifice Victoria

Ottawa (Ontario)

K1A 0A4

Téléphone : (613) 992-0833

Numéro sans frais : 1 800 267-7366

Télécopieur : (613) 992-1175



## Dans ce numéro

<i>Nettoyage du havre Saint-John</i>	2
<i>Le point sur la frontière entre St. Stephen et Calais</i>	2
<i>Le point sur le sentier Fundy</i>	2
<i>North America—Mongolia Business Council</i>	3
<i>Stages d'été</i>	3
<i>Information sur la campagne à la direction du Parti libéral</i>	4-7
<i>Journée de la propriété intellectuelle</i>	7
<i>Loi sur l'imputabilité</i>	8
<i>Comité de la sécurité nationale et de la défense</i>	8

**Si vous désirez recevoir ce bulletin en français, veuillez communiquer avec moi.**



## Nettoyage du havre Saint-John

Le premier ministre Harper n'a pas encore accordé les 44 millions de dollars, promis à la ville lors de sa campagne électorale, pour le projet d'assainissement du havre Saint-John. L'ancien premier ministre, M. Martin, avait fait la même promesse. Au lieu de cela, Saint-John n'a reçu que 8,5 millions du Fonds d'infrastructure municipale Canada-Nouveau Brunswick, que les Conservateurs ont renouvelé dans leur budget de 2006 pour des projets d'infrastructure rurale. Par conséquent, les autres projets d'infrastructure de nos collectivités rurales, qui auraient pu être financés, y perdront au change. Le nettoyage du havre a besoin d'une formule de financement, et ce, dès maintenant.

C'est le rôle de l'opposition de rappeler au gouvernement conservateur les promesses faites pendant la campagne électorale. Il va sans dire que j'espère que l'opposition pourra faire valoir l'importance de l'assainissement du havre Saint-John auprès du premier ministre Harper en temps utile. Environ 16 millions de litres d'eaux d'égout brutes sont déversées tous les jours dans le havre. Certains d'entre nous se rappellent l'époque où son saumon était un mets fin!

Saint John est actuellement la seule grande ville de l'Atlantique à déverser des eaux d'égout brutes dans ses cours d'eau. Non seulement cette situation soulève de graves questions relatives à la santé pour les habitants de la ville, mais elle cause aussi des dommages importants à l'environnement. Les zones touchées sont, entre autres, la ville de Saint John, la baie de Fundy, la rivière Saint-Jean et les agglomérations voisines.



## Poste frontalier entre St. Stephen et Calais

Certains résidents du Maine critiquent la construction du pont reliant St. Stephen à Calais. Le groupe en question, Friends of Magurrewock, espère que l'on déplacera le pont à quelques kilomètres de son site proposé pour préserver une réserve faunique qui se trouve directement sur son chemin. Les responsables du projet affirment que des changements sont peu probables à ce stade avancé de la planification.

Le coût de ce poste frontalier sera partagé également entre les gouvernements canadien et américain, et les administrations fédérale et provinciale en assumeront une partie. Mon personnel, ainsi que de nombreux autres employés, a déployé d'énormes efforts pour ce projet, qui, d'après moi, est crucial pour le développement économique de la région de l'Atlantique.

L'inauguration du pont est prévue pour l'automne 2008.

## Le point sur le sentier Fundy

Cette année, les gouvernements fédéral et provincial ont alloué ensemble 7,8 millions pour la réalisation de la phase 2 du sentier Fundy. Cet argent servira à la construction d'un pont sur la rivière Big Salmon, qui coûtera environ 5 millions. Les responsables du Parc examinent actuellement les conséquences du projet sur l'environnement, la construction devant débuter d'ici l'automne 2006.

Le dernier projet pour le sentier Fundy est la construction de 17 km de promenade, laquelle se raccordera à l'extrémité ouest du parc national Fundy. La conception et la construction coûteront environ 35 millions. Une fois celles-ci terminées, les responsables des trois principales destinations touristiques (la route d'accès du sentier Fundy, le parc national Fundy et les rochers de Hopewell) espèrent collaborer pour offrir une expérience unique d'écotourisme de renommée mondiale dans le Canada atlantique. L'incidence économique pour les agglomérations voisines prendra une proportion non négligeable.



## North America-Mongolia Business Council

Le 27 avril, j'ai eu l'honneur de donner une réception à Ottawa pour le North America-Mongolia Business Council. Ce conseil vise à favoriser le commerce et les possibilités d'investissement, et à encourager les relations gouvernementales entre le Canada, les États-Unis et la Mongolie. Cette année, la réunion avait pour thème « la nouvelle Mongolie à son 800<sup>e</sup> anniversaire » et célébrait la fondation de l'État mongole. (Vous souvenez-vous de Genghis Khan?)

La Mongolie est un pays d'Asie centrale sans littoral situé au sud de la Russie, au nord de la Chine et à l'ouest de la Corée du Nord. Elle est dotée d'un parlement élu démocratiquement et dirigé par un gouvernement de coalition depuis les dernières élections, alors que le parti au pouvoir a été réélu à la minorité (cela se produit aussi dans les autres pays!).

Pour promouvoir la présence de diplomates de nos pays respectifs, la conférence réunissait deux invités de marque, qui ont pris la parole devant l'assemblée : l'ambassadeur de Mongolie au Canada, le D<sup>r</sup> Dugerjav Gotov, et l'ambassadrice des États-Unis en Mongolie, M<sup>me</sup> Pamela Slutz. L'événement a connu un éclatant succès, et j'ai eu la chance de faire visiter la belle capitale du Canada aux délégués.

## Stages d'été

Cette année, j'ai eu le plaisir de collaborer à deux programmes de stages parlementaires, lesquels ont permis à des élèves canadiens et américains de travailler dans un bureau de l'opposition au Parlement.

Dans le cadre du programme canadien, Programme de stages parlementaires Canada-Washington, quatre élèves canadiens, dont Adèle, de mon bureau, ont travaillé pour des bureaux de parlementaires ou de groupes de pression américains. Cette année, le programme de stages américain, Canadian Parliamentary Internship Program, était composé de 38 élèves provenant de neuf universités américaines et de cinq États.

Du début de mai à la mi-juin, j'ai été heureux d'accueillir à mon bureau une stagiaire de l'Indiana. Avec les autres stagiaires, elle a aidé les parlementaires à rédiger des discours, des lettres et des bulletins. Les stagiaires ont aussi assisté à de nombreuses activités comme des réceptions, des réunions de comité et, bien entendu, la période des questions. Au cours de ce programme de six semaines, ils ont visité les bureaux du chef de l'opposition, des Présidents de la Chambre et du Sénat, de l'ambassade des États-Unis et de l'Assemblée nationale du Québec.

Les stagiaires canadiens ont séjourné à Washington de la mi-juin à la mi-juillet. Ils ont travaillé au Washington Center, où ils ont pu approfondir leur connaissance du régime politique américain, et assisté à des conférences, à des réceptions et à diverses autres fonctions politiques.

Ces deux programmes sont précieux pour l'avenir de nos deux pays, car ils permettent d'explorer les similitudes et les différences entre nos institutions politiques.



Gauche : Sarah Robb avec l'ambassadeur de la Chine, H.E. Lu Shu Mien, et Adèle Ho.

Droite : les stagiaires canadiens Anthony Garretto, Adèle Ho, Colleen Leminski et Shaheen Lotun.





## Information sur les candidats à la direction du Parti libéral



**Carolyn Bennett** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.carolynbennett.ca/>)

Carolyn Bennett a été élue pour la première fois à la Chambre des communes dans la circonscription de St. Paul's (Toronto) en 1997. Le D<sup>r</sup> Bennett est actuellement porte-parole en matière de développement social. Par le passé, elle a été ministre d'État (santé publique) sous le premier ministre Paul Martin.

Avant d'être élue, le D<sup>r</sup> Bennett était médecin de famille et associée fondatrice de Bedford Medical Associates, situé au centre-ville de Toronto. Elle était présidente de l'association du personnel médical du Women's College Hospital et professeure adjointe au département de médecine familiale et communautaire de l'Université de Toronto. Le D<sup>r</sup> Bennett a siégé aux conseils du Collège Havergal, du Women's College Hospital, de l'Ontario Medical Association et de la Medico-Legal Society of Toronto.

Elle est co-auteure d'un livre sur le système de santé canadien.

Carolyn Bennett se préoccupe principalement de réforme démocratique, de santé, de politique autochtone et des jeunes.



**Maurizio Bevilacqua** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.maurizio.ca/>)

Maurizio Bevilacqua a été élu pour la première fois en 1988 dans l'ancienne circonscription de York-Nord, maintenant appelée Vaughan. Il est actuellement porte-parole de la compétitivité et de la nouvelle économie.

Au commencement de 2002, il a été nommé au Cabinet comme secrétaire d'État (Sciences, Recherche et Développement). Plus tard au cours de l'année, il est devenu secrétaire d'État (Institutions financières internationales). Auparavant, il a été secrétaire parlementaire du ministre du Travail (1993-1994) et du ministre du Développement des ressources humaines (1993-1995).

M. Bevilacqua a fréquenté le Collège Emery et l'Université York, où il a obtenu un baccalauréat ès arts.

En plus de la politique budgétaire, de l'immigration et de la santé, Maurizio Bevilacqua se concentrera sur les stratégies d'emploi pour les jeunes, les femmes, les collectivités rurales et les entrepreneurs.



**Scott Brison** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.scottbrison.ca/>)

Scott Brison a été élu pour la première fois en 1997 dans la circonscription de Kings—Hants, en Nouvelle-Écosse. Il est actuellement porte-parole en matière d'environnement.

En 2003, M. Brison a été nommé secrétaire parlementaire du premier ministre. Il est particulièrement chargé des relations Canada-États-Unis. En 2004, il a été nommé ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux et receveur général du Canada.

M. Brison a une vaste expérience du secteur privé, des démarrages d'entreprise au développement du marché américain, en passant par la vice-présidence d'une banque d'investissements canadienne. En 1989, il a obtenu à l'Université Dalhousie, à Halifax, un baccalauréat en commerce, option finances.

Il croit en une économie concurrentielle, une société progressiste, la responsabilité environnementale et le renouveau du Parti libéral.



**Stéphane Dion** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.stephanedion.ca/>)

Stéphane Dion a été élu pour la première fois en 1996 lors d'une élection partielle dans la circonscription de Saint-Laurent—Cartierville (Montréal). Il est actuellement porte-parole en matière d'affaires étrangères. En 1996, M. Dion a prêté serment comme président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre des Affaires intergouvernementales, charge qu'il a exercée jusqu'à la fin de 2003. En 2004, il a été nommé ministre de l'Environnement.

M. Dion a obtenu à l'Université Laval un baccalauréat en 1997 et une maîtrise en 1979, tous deux en sciences politiques. En 1986, il a reçu un doctorat en sociologie de l'Institut d'études politiques de Paris. En 2002, il s'est vu décerner un doctorat honorifique de l'Université Carlos III de Madrid.

Stéphane Dion défend les points essentiels que sont une économie durable, l'Accord de Kyoto sur le changement climatique, un Canada fort et uni, le respect de nos agriculteurs, la préservation et le renforcement de nos programmes sociaux, et l'accès à des soins de santé universels grâce à d'importants transferts fédéraux, mais avec un rôle pour le secteur privé.



**Ken Dryden** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.kendryden.ca/>)

Ken Dryden a été élu pour la première fois comme député dans York-Centre (Toronto) en 2004. Il est maintenant porte-parole en matière de santé. Au cours de la dernière session parlementaire, il a été ministre du Développement social.

M. Dryden est l'auteur de quatre ouvrages à succès. En 1984, il est devenu le premier Commissaire à la jeunesse de l'Ontario. Avant de se lancer en politique fédérale, M. Dryden a présidé les Maple Leafs de Toronto. Il est titulaire d'un diplôme en histoire de l'Université Cornell et d'un diplôme en droit de l'Université McGill.

M. Dryden est membre de plusieurs groupes communautaires et organismes de charité qui se concentrent notamment sur les enfants, les jeunes et l'éducation. En 1996, il a créé la bourse d'études Ken Dryden, attribuée à des jeunes qui sont à la charge des organismes canadiens de protection de la jeunesse ou qui l'ont été et qui ont fait de belles réalisations et montrent de grandes promesses.

M. Dryden est connu pour ses réalisations en tant que gardien de but pour Les Canadiens de Montréal, de 1971 à 1979. Il a aussi joué dans la première série de hockey Canada-URSS, en 1972. M. Dryden est fier d'appartenir au Temple de la renommée du hockey, au Temple de la renommée des sports du Canada et à l'International Scholar-Athlete Hall of Fame.

Ken Dryden s'inquiète du changement climatique, des conditions de succès (budgets équilibrés, réduction de la dette, épargne nationale, faible inflation et système fiscal concurrentiel), des soins et du développement du jeune enfant, de l'incitation des Canadiens (en particulier les femmes) à participer à la vie politique, de l'apprentissage continu et, finalement, de la relation entre les politiques économiques et sociales.



**Martha Hall Findlay** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.marthahallfindlay.ca/>)

Martha Hall Findlay s'est présentée aux élections comme candidate libérale dans Newmarket—Aurora (région du Grand Toronto) aux élections fédérales de 2004. Dans une course serrée, elle a perdu devant la Conservatrice (de l'époque) Belinda Stronach. En 2006, Martha s'est écartée pour permettre à cette dernière de se porter candidate pour le Parti libéral.

M<sup>me</sup> Hall Findlay jouit d'une brillante carrière comme avocate, femme d'affaires et entrepreneure, et a de l'expérience tant dans les grandes sociétés qu'au sein de petites et moyennes entreprises. En 1997, elle a fondé The General Counsel Group of Management and Legal Consultants (groupe d'avocats généraux, conseillers en gestion et juristes-conseils). En cette qualité, elle travaille principalement dans les domaines de la haute technologie et des télécommunications, tant au Canada qu'en Europe. M. Hall Findlay pratique le droit des sociétés et du commerce international.

En plus du droit et des affaires, Martha a une grande expérience de travail communautaire, au sein d'organismes à but non lucratif et comme bénévole. Elle a été directrice et cadre supérieur (dont présidente) de divers organismes communautaires et voués à la protection de l'environnement, ainsi que d'organisations de contribuables.

Martha Hall Findlay souhaite la vigueur des collectivités, pour encourager la croissance économique, un plus grand financement de l'enseignement postsecondaire, la réduction des impôts des particuliers, la transparence fiscale et la protection de l'environnement grâce à des incitatifs fiscaux pour la production d'énergie de remplacement.



**Hedy Fry** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.hedyfry.com/>)

Hedy Fry a été élue pour la première fois comme députée de Vancouver-Centre en 1993. M<sup>me</sup> Fry est porte-parole en matière de sport et des Olympiques de Vancouver.

Elle a servi le gouvernement en diverses qualités. Pendant six ans, elle a été secrétaire d'État (Multiculturalisme/Situation de la femme). Au cours de la dernière session parlementaire, elle a été secrétaire parlementaire du ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration. Elle était particulièrement chargée des titres de compétences étranger.

Avant son élection au niveau fédéral, M<sup>me</sup> Fry a été membre actif des associations médicales de la Colombie-Britannique et du Canada.

Hedy Fry est d'avis que le Canada doit être à l'avant-garde de la technologie, de l'innovation et des communications au XXI<sup>e</sup> siècle et que, pour ce faire, il nous faut développer nos ressources humaines, et commencer par éduquer nos jeunes enfants et recycler les adultes dont les emplois sont mis en péril par l'industrialisation mondiale naissante. Nous devons aussi mettre en œuvre des solutions à la difficulté qu'éprouvent toujours les Autochtones à avoir accès à l'éducation et à la formation. Le D<sup>r</sup> Fry croit fermement à l'importance de l'éducation et est consciente de la nécessité d'implanter dès maintenant des stratégies d'intégration des travailleurs formés à l'étranger à la population active du Canada.



**Michael Ignatieff** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.michaelignatieff.ca/>)

Michael Ignatieff a été élu pour la première fois comme député d'Etobicoke—Lakeshore (Toronto). Il est porte-parole suppléant en matière de ressources humaines et de développement des compétences.

M. Ignatieff est l'ancien directeur du Carr Centre for Human Rights and Policy de l'Université Harvard. Il a aussi écrit des ouvrages sur l'éthique en politique et le rôle du Canada sur la scène internationale.

Il passe régulièrement à la télévision et à la radio, comme diffuseur et critique. M. Ignatieff est diplômé en histoire de l'Université de Toronto et titulaire d'un doctorat de l'Université Harvard. Cet ancien chercheur supérieur attaché au Collège universitaire King de Cambridge a exercé des charges d'enseignement à Harvard, à Cambridge, à Oxford, à l'Université de Californie, à l'Université de Londres et à la London School of Economics. Comme il le dit lui-même : « Je veux canaliser l'énergie du gouvernement fédéral pour renforcer les liens communs à la citoyenneté : droits communs, responsabilités communes, connaissance de sens commun et expérience commune. Je veux que notre parti soit l'instigateur du progrès social dans notre pays. L'égalité est un mot vide de sens si des Canadiens se couchent le ventre creux ou ne peuvent trouver d'emploi à cause de la discrimination ou de leur manque d'éducation. Nous avons besoin de leadership dans le domaine de l'environnement pour relever le défi du développement durable et de l'équité envers les générations futures. Nous devons consacrer nos efforts à l'établissement d'un Canada fort, uni et prospère qui ait foi en la place qu'il occupe dans le monde et serve de modèle en matière de droits individuels et de justice sociale chez nous.



**Gerard Kennedy** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.gerardkennedy.ca/>)

Gerard Kennedy a été élu pour la première fois comme député provincial (Ontario) en 1996 lors d'élections partielles dans la circonscription de York-Sud, maintenant Parkdale—High Park. Il a été ministre de l'Éducation de l'Ontario de 2003 à 2006. À l'opposition, sous le gouvernement de Mike Harris, il a été porte-parole en matière de consommation et de logement, de santé et d'éducation.

Il a fréquenté l'Université Trent, à Peterborough, et l'Université de l'Alberta, à Edmonton, et a étudié les sciences politiques et l'économie. Par la suite, il a vécu à Edmonton et travaillé comme spécialiste de la recherche historique, puis comme directeur exécutif de la Gleaners Association/Food Bank d'Edmonton, la première organisation du genre au Canada, de 1983 à 1986. M. Kennedy est déménagé à Toronto pour y établir la banque d'alimentation Daily Bread, dont il a été directeur exécutif jusqu'en 1996. Il a aussi participé à des initiatives locales visant à mettre sur pied des banques alimentaires à Québec, à Halifax, à Ottawa, à St. John's et, à l'étranger, en Irlande, en France, en Pologne, en Israël et en Ukraine.

En 1992, la revue *Toronto Life* a choisi Gerard Kennedy au nombre des 50 personnes ayant le plus d'influence, et, en 1993, *The Toronto Star* l'a nommé « vedette de l'actualité de l'année ». En 1995, le *Financial Post Magazine* lui a accordé une « mention honorable » comme PDG de l'année, et, en 2002, le *Toronto Star* l'a choisi comme l'un des « Torontonians of Distinction » de la ville.

M. Kennedy croit à l'éducation, à une formation axée sur des compétences et à des programmes sociaux ciblés. Il n'appuie pas la présence militaire du Canada en Afghanistan dans son état actuel et souhaite la reprise des missions plus traditionnellement canadiennes de maintien de la paix.



**Bob Rae** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.bobrae.ca/>)

Vingt et unième premier ministre de l'Ontario, Bob Rae a été élu huit fois aux assemblées législatives fédérale et provinciale. Il a de l'expérience en négociation, en médiation et en arbitrage, et mène des consultations sur des questions de politique générale au Canada et à l'échelle du monde. En 1997, le premier ministre Jean Chrétien lui a demandé d'entamer des consultations au Canada et à l'étranger sur la possibilité de créer une nouvelle organisation internationale située au Canada qui se pencherait sur la gouvernance fédérale, ce qui a donné lieu à la création du Forum des fédérations. Bob en a été le premier président, occupant cette charge pendant sept ans. En 1998, il a été nommé au Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité, un groupe autorisé par le Parlement à surveiller les activités du SCRS. En 2000, le gouvernement fédéral lui a demandé de servir de médiateur dans les droits de pêche ancestraux au Nouveau-Brunswick. En 2004, Bob a effectué un examen de l'enseignement scolaire supérieur en Ontario pour le gouvernement de la province. En 2005, il a été nommé conseiller spécial du ministre de la Sécurité publique du Canada pour l'écrasement de l'avion d'Air India, en 1985. Par la suite, il a été nommé conseiller indépendant du premier ministre du Canada et président de l'enquête et du conseil d'examen de l'écrasement de l'avion d'Air India.

Les emplois de M. Rae dans le secteur privé portaient sur diverses questions de médiation et d'arbitrage commerciaux, et l'ont amené à siéger au conseil de nombreuses sociétés ouvertes. M. Rae a donné maintes conférences sur les questions de la restructuration des entreprises et des organismes sans but lucratif ainsi que de la gouvernance de sociétés.

Il est titulaire d'un baccalauréat ès arts et d'un baccalauréat en droit de l'Université de Toronto. En tant que boursier, en 1969, de la fondation Cecil Rhodes, il a obtenu en 1971 un baccalauréat en philosophie à l'Université d'Oxford. En 1984, il a été nommé conseil de la Reine, puis, en 1988, a été affecté au Conseil privé de sa majesté pour le Canada. En 2002, il a été nommé Officier de l'Ordre du Canada et, en 2004, Officier de l'Ordre de l'Ontario. M. Rae est professeur auxiliaire à l'Université de Toronto et agrégé supérieur de recherches au Collège Massey.

Pour sa campagne à la direction du Parti libéral, Bob Rae propose un plan d'action réalisable pour le Canada au XXI<sup>e</sup> siècle qui favorise la prospérité, le développement durable, le partage des possibilités et un rôle positif pour les gouvernements. Grâce à ce plan d'action, le Canada et les Canadiens seront sur la voie de la concurrence et de la réussite dans l'économie mondiale du XXI<sup>e</sup> siècle.



**Joe Volpe** (site Web officiel de la course à la direction : <http://www.joevolpe.ca/>)

Joe Volpe est devenu député d'Eglinton—Lawrence pour la première fois en 1988. Il est actuellement porte-parole en matière de Conseil du Trésor.

Au cours de la dernière législature, il a été ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada et ministre responsable de l'Ontario et de Toronto. Par le passé, après son entrée au Cabinet du premier ministre Paul Martin, en décembre 2003, il avait été ministre des Ressources humaines et du Développement des compétences. En outre, il a été secrétaire parlementaire du ministre de la Santé, établissant pour lui des rapports sur l'état de la greffe d'organes et sur les produits de santé naturels offerts sur le marché canadien. Avant de se lancer en politique, M. Volpe était directeur d'école. Il est titulaire d'une maîtrise en pédagogie de l'Université de Toronto.

M. Volpe croit que nous devons investir dans une formation axée sur des compétences et dans la recherche de troisième cycle pour être en mesure d'exporter notre talent, notre innovation et notre technologie et d'attirer l'investissement étranger direct.

## Journée de la propriété intellectuelle

Le 26 avril, on célébrait la Journée de la propriété intellectuelle. Avec l'Institut de la propriété intellectuelle du Canada, j'ai donné une réception à l'intention des personnes intéressées par le domaine juridique qu'est la propriété intellectuelle. L'Institut, autrement appelé IPIC, est la plus importante association canadienne de professionnels spécialistes de la propriété intellectuelle. Il compte des membres à l'échelle nationale œuvrant dans divers domaines du savoir, dont des agents de brevets, des agents de marques de commerce et des avocats spécialistes de la propriété intellectuelle. L'année 2006 marque le 80<sup>e</sup> anniversaire de l'IPIC. Pour obtenir des renseignements sur l'Institut, visitez son site Web, à <http://www.ipic.ca/>.

Les sénateurs Day et Mahovlich à la réception pour la Journée de la propriété intellectuelle. La photo est reproduite avec la permission de Mike Pinder Photography.





## Loi sur l'imputabilité : projet de loi C-2

Le 22 juin 2006, le projet de loi C-2, ou Loi fédérale sur l'imputabilité, a été présenté au Sénat. Par la suite, j'ai accepté le poste de porte-parole de l'opposition en matière de ce projet de loi très lourd de conséquences.

Le comité législatif de la Chambre des communes responsable de l'étude du projet de loi C-2 y a effectué un peu moins de 150 amendements à l'étape de l'étude article par article, et quelque 23 autres amendements à l'étape du rapport. Il les a tous débattus et votés dans des conditions qui relevaient du marathon, pour promulguer la loi et la confier au Sénat avant le congé d'été.

Nous devons prendre le temps nécessaire pour étudier ce projet de loi attentivement et sous tous ses angles. Nous ne pouvons chercher à améliorer les comptes à rendre au Parlement et la transparence du gouvernement si nous ne jouons pas notre rôle, qui consiste à étudier le projet de loi à fond.

En tant que sénateurs, nous sommes tenus d'examiner le projet de loi de manière diligente, tout en donnant aux témoins l'occasion de présenter leur cause devant le comité sénatorial chargé de son étude. Ce projet de loi est trop important pour être pris à la légère.

Le Comité sénatorial permanent des affaires juridiques et constitutionnelles, qui reprendra ses travaux le 4 septembre, tiendra des audiences pour étudier, entre autres, les sujets suivants en rapport avec la Loi fédérale sur l'imputabilité : éthique, financement politique, lobbying, dénonciation, pouvoirs de vérification et accès à l'information.

Le gouvernement a déposé le projet de Loi fédérale sur l'imputabilité pour accroître la transparence politique. Cependant, il ne faut pas oublier que le Canada n'est pas un pays où sévit la corruption. Nous disposons d'un bon système de gouvernement, toujours perfectible. Le Sénat doit prendre le temps d'examiner convenablement les articles de ce projet de loi important et lourd de conséquences et d'y apporter des changements s'il le juge nécessaire.

Au cours de l'été, nous travaillerons avec diligence pour prendre en compte les intérêts de toutes les parties prenantes lors des audiences du Comité.

## Rapport sur la sécurité nationale et la défense : la priorité n° 1 du gouvernement

En juin, le Comité permanent de la sécurité nationale et de la défense a publié un rapport intitulé « La priorité n° 1 du gouvernement ». Ce rapport, le deuxième d'une série de trois, met l'accent sur l'état de l'armée canadienne.

Mes confrères du Comité et moi-même y réaffirmons qu'il importe de reconstruire les Forces canadiennes. Les Canadiens doivent être mieux protégés dès maintenant, et ce, d'autant plus si la menace à l'endroit de notre bien-être national devient plus grande.

« La Priorité n° 1 du gouvernement » met l'accent sur des solutions aux problèmes persistants et fait au nouveau gouvernement des recommandations que celui-ci devra étudier à mesure qu'il assainira la situation des forces armées canadiennes.

Le troisième rapport de la série examinera les enjeux futurs pour le Canada et recommandera au gouvernement des changements structurels à apporter pour mettre fin à la crise qui fait rage au sein des Forces canadiennes.

Pour obtenir de l'information sur le Comité de la sécurité nationale et de la défense, visitez son site Web, à [www.sen-sec.ca](http://www.sen-sec.ca). Vous pouvez adresser vos questions sur ce rapport ou les autres travaux du Comité au greffier du Comité ou à moi-même à [defense@sen.parl.gc.ca](mailto:defense@sen.parl.gc.ca). Si vous désirez obtenir ce rapport, nous serons heureux de vous le procurer.